



DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

**ASSOCIATION SERVICE INTERNATIONAL
D'APPUI AU DEVELOPPEMENT (S.I.A.D.)**

104 RUE DE LA RESISTANCE – 93100 MONTREUIL

SIREN : 350 431 938

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

À l'Assemblée Générale de l'Association SERVICE INTERNATIONAL D'APPUI AU DEVELOPPEMENT (S.I.A.D.)

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15/06/2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association S.I.A.D. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 19 décembre 2024

DOUCET, BETH ET ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

Représentée par Nathalie ELIO



Annexe au rapport : Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort. et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	540	390	150	330
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	285		285	285
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	825	390	435	615
ACTIF CIRCULANT	ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	70 563		70 563	259 891
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	16 211		16 211	19 364
Valeurs mobilières de placement	1 526		1 526	1 503
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	33 529		33 529	31 966
Charges constatées d'avance				230
Total II	121 829	-	121 829	312 954
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-			
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	122 654	390	122 264	313 569

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	5 000	5 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	- 49 847	- 49 912
Excédent ou déficit de l'exercice	- 500	66
Situation nette (sous total)	- 45 347	- 44 846
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	- 45 347	- 44 846
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		8 000
Provisions pour charges		
Total III	-	8 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	46 692	65 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	26 027	54 089
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	22 509	32 743
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	55 318	30 762
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	17 065	167 821
Total IV	167 611	350 415
Ecart de conversion Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	122 264	313 569

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	775	1 100
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		77
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	3 320	16 606
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	197 042	362 865
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	13 414	13 261
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	368	925
Total I	214 919	394 834
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	132 815	273 260
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 091	
Salaires et traitements	95 212	97 729
Charges sociales	26 878	22 627
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	180	180
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	673	508
Total II	257 849	394 304
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 42 930	530
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	229	104
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	229	104
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		515
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	515
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	229	- 411
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 42 701	119
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	56 903	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 000	
Total V	64 903	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	22 703	53
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	22 703	53
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	42 200	- 53
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	280 051	394 938
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	280 552	394 872
EXCEDENT OU DEFICIT	- 501	66
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	3 936	
Bénévolat	32 222	29 534
TOTAL	36 158	29 534
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	3 936	
Prestations en nature		
Personnel bénévole	32 222	29 534
TOTAL	36 158	29 534

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023

1. Présentation et Faits caractéristiques de l'exercice

Début 2017, les administrateurs et la nouvelle direction avaient évalué et diagnostiqué la situation financière de l'association. Il avait été constaté un large défaut de cofinancement sur l'un des projets de l'association : le projet d'électrification mené au Burkina-Faso entre 2012 et 2017, défaut de cofinancement qui a été le principal facteur du déficit de l'association cette année-là.

Le diagnostic réalisé, un plan d'actions d'urgence ainsi qu'une stratégie de financement à 3-5 ans avec pour objectifs de s'acquitter du passif de l'association et de sécuriser sa trésorerie avait été mis en place. Les résultats 2017 avaient été satisfaisants. L'association avait levé plus de 40 000 euros en dons et prêts et largement avancé dans la négociation avec l'ensemble de ses créanciers.

En 2018, la direction et les administrateurs ont pu s'appuyer sur ces résultats pour continuer la mise en œuvre du plan plus sereinement. En effet, l'association n'a pas eu à souffrir de « trou » de trésorerie et la situation avec les principaux créanciers s'est pacifiée. Avec un résultat bénéficiaire de + 20 000 euros, l'association a pu solder plusieurs dettes et poursuit ainsi son chemin vers le rétablissement de sa situation.

En 2019, le SIAD a réduit ses charges, notamment les charges de gestion courantes (téléphone, communication, réduction des achats d'équipements, ...) et les charges de personnel au profit d'un engagement bénévole soutenu. Bien que l'activité de la structure ait globalement diminué – principalement suite à la fin du financement FSE sur le programme Résonances Nord-Sud - le SIAD a pu dégager un résultat d'exploitation de près de 30 000 € cette année, notamment grâce à son activité de prestation de service.

En 2020, le SIAD a connu une baisse d'activité sur le premier semestre imposant une réduction des charges, notamment de la masse salariale. 2 contrats majeurs (> 200 k€ / an), engagés en juillet (PADES) et novembre 2020 (CIMAR) ont permis de relancer l'activité et de recruter. La pandémie de Covid 19 a néanmoins induit l'arrêt ou un retard dans la mise en œuvre de 4 des 5 principaux projets. Les mesures d'aides dont a bénéficié le SIAD ont permis d'aboutir à un résultat légèrement positif (+ 684 €), mais limitant la réduction du déficit de fonds propres.

2021 a été marquée par une relance significative des activités du SIAD, avec un total des produits proche de 600 000 €. En complément des 2 contrats majeurs obtenus en 2020, SIAD a relancé Résonance Nord Sud et lancé le parcours Emergence de 12 mois, dédié à l'amorçage des entreprises. Dans le cadre du programme MEET Africa, Expertise France a confié au SIAD l'incubation de 25 entrepreneurs (env. 200 k€ sur 2 ans). Le résultat proche de l'équilibre (+ 771 €) s'explique par un « investissement » sur le CIMAR Technopôle, contrat subventionné par l'UE pour lesquels SIAD ne perçoit pas de frais généraux.

2022 a été marqué par la fin d'un projet important - le PADES (400 k€ sur 20 mois, 07/20 à 02/22) - et la relance (extension) de Résonances Nord Sud dans le cadre du dispositif MEET Africa (+ 135 k€ sur 18 mois, lancé en 03/22). L'activité soutenue sur le CIMAR Technopôle a permis de maintenir l'activité avec un total des produits proche de 400 k€ avec la même masse salariale. L'investissement du SIAD pour réaliser ce projet sans frais généraux permet d'atteindre un résultat annuel à l'équilibre (+ 66 €).

En 2023, nous avons été contraints d'arrêter nos interventions au Burkina Faso et au Mali suite aux tensions politiques entre la France et ces pays, aboutissant au gel de l'Aide Publique au Développement française dont nous bénéficions. En réaction, nous avons en T3/2023 ouvert un bureau à Yaoundé pour développer nos actions en Afrique centrale et dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nos 2 principaux programmes actifs en 2023 sont le CIMAR Technopôle (fin financement UE en 04/23 et relancé en 03/24) et MEET Africa (RNS), complété par le soutien d'une nouvelle fondation d'entreprise, l'engagement de nos donateurs, et le lancement de services payants en direction des entreprises (activité commerciale). De faite, notre activité baisse pour atteindre un total des produits de 280 k€ en conservant notre masse salariale. L'assainissement de nos comptes (annulation de dettes), notamment sur le projet électrification mené au Burkina jusqu'en 2017 contribue à l'atteinte d'un résultat à l'équilibre (-501 €).

Ces résultats ont permis de rembourser pour partie ses créanciers et contribue à réduire le déficit de fonds propres du SIAD, conformément à sa stratégie de financement établie en 2017.

Nous avons mis en place un outil de monitoring afin de mieux suivre financièrement les projets et nous travaillons sur l'amélioration de nos outils et pratiques internes de suivis opérationnels, comptables et financiers pour garantir la fiabilité de nos informations.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés conformément aux dispositions du Code de Commerce ainsi que selon les principes des règlements suivants émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- Règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08.
- Règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par les règlements ANC n° 2015-06 et n° 2016-07

Les procédures d'enregistrement et de classement sont conformes aux exigences des comptabilités informatisées.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Ils sont établis selon des méthodes identiques à celles appliquées à l'exercice précédent.

Il n'y a pas de dérogation aux principes comptables, ni de changement de méthode comptable sur l'exercice.

Une partie de l'activité de l'association ressort d'une activité commerciale, activité qui contribue à l'atteinte de son objectif social.

3. Notes relatives aux postes de bilan

3.1. Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé

L'association a acquis du matériel informatique pour 540 €, Ce matériel est amorti linéairement sur 3 ans.

Nature d'immobilisations	Mode	Durée d'amortissement
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

3.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières (285 euros) sont composées par des participations à la COFIDES Nord-Sud (225 euros) et de participations au Crédit Coopératif (60 euros).

3.3. Créances

Il n'y a pas de créances douteuses au 31/12/2023.

3.4. Valeurs mobilières de placement

Il y a des bons de capitalisation vie plus pour 1 526 €.

3.5. Tableau de variation des fonds associatifs

	MONTANT
Fonds propres au 1/1	-44 846
Résultat de l'exercice 2023	-500
Autres fonds associatifs avec droit de reprise	
Autres fonds associatifs sans droit de reprise	
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
Fonds propres au 31/12	-45 346

3.6. Subventions d'investissement

Il n'y a pas de subventions d'investissement au 31/12/2023.

3.7. Provisions réglementées

Il n'y a pas de provisions réglementées au 31/12/2023.

3.8. Provisions pour risques et charges

Le SIAD décide de ne pas maintenir dans ses comptes 2023 la provision pour risque fiscal de 8 000 € inscrite lors de l'exercice 2019.

3.9. Fonds dédiés

Il n'y a pas de fonds dédiés au 31/12/2023.

3.10. Autres fonds non affectés à engager

Il n'y a pas de fonds non affectés à engager au 31/12/2023.

3.11. Emprunts et dettes

Au 31/12/2023, le SIAD a un capital restant à rembourser de 46 692€ d'un emprunt PGE d'un montant initial de 65 0000€ (Prêt Garanti par l'Etat) consenti suite à la crise sanitaire.

3.12. Echéances des créances et des dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Créances financeurs	80 729	80 729	
Créances financeurs douteux ou litigieux			
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	16 211	16 211	
TOTAUX	96 940	96 940	-

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établist de crédit	46 692	46 692	-	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	26 027	26 027		
Personnel et comptes rattachés	6 620	6 620		
Organismes sociaux	15 839	15 839		
Etat et autres collectivités publiques	50	50		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et associés				
Autres dettes	55 318	33 875	21 443	
Produits constatés d'avance	27 231	27 231		
TOTAUX	177 777	156 334	21 443	0

Détail des charges à payer

Fournisseurs, factures non parvenues	9 491€
Personnel – Rémunération due	0
Provision sur congés payés	6 222€
Provision primes salariés	0
Provision sur charges sociales (CP et primes)	2 064€
Etat, taxes à payer	50
Remboursement Subvention aux financeurs	20 394€
Charges projets	9 948€

Détail des produits à recevoir

Région Ile de France/Occitanie...	9 000€
CPAM Gap (Congé paternité C. Mousset)	1 415€
Pôle emploi	2 500€

3.13. Produits et charges imputables à un autre exercice

Charges constatées d'avance	0
Produits constatés d'avance	17 065€

4. Notes relatives au compte de résultat

4.1. Produits

Les produits de l'association sont composés de :

A.1 – Dons, mécénat et médias, legs et donations

Dons	13 414€
Dons affectés	0

A.2 – Subvention de collectivités publiques

UE	72 952€
Etat (dont AFD et emplois aidés)	102 404€
Région Ile de France	0
Région Occitanie	7 294€
Mairie de Toulouse	6 600€

A.3 – Cotisations et autres produits

Cotisations	775€
Subventions privées	15 086€
Prestations de services	3 320€
Divers	8 597€

4.2. Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'association sont composées de :

Achats	103 284€
Services extérieurs	3 912€
Autres services extérieurs.	25 619€
Impôts et taxes	2 091€
Personnel	122 090€
Autres charges	479€

4.3. Résultat financier

Les produits et les charges financiers de l'association sont composés de :

Charges financières	0
Produits financiers (intérêts comptes livret)	229€

4.4. Résultat exceptionnel

Les produits exceptionnels sont composés principalement d'annulation de dette pour 39 000€ et d'une dévolution d'un montant de 17 903€

Les charges exceptionnelles sont principalement composées d'un remboursement de subvention d'un montant de 19 020€ et d'abandon de dette de 3 683€

4.5. Transfert de charges

Il n'y a pas de transferts de charges.

5. Autres informations

5.1. Effectif moyen

	Nombre
Cadres	1
Employés	2
Apprenti	0
TOTAUX	3

5.2. Gratuités et bénévolat

L'association bénéficie de l'aide d'environ 55 bénévoles. La valorisation de cette contribution s'élève à 32 222 € et est calculée sur la base de salaires valorisés au SMIC.

L'association bénéficie d'une mise à disposition gracieuse de leurs bureaux par la collectivité territoriales du Grand Paris pour un montant de 3 936€.

5.3. Engagements hors bilan

L'association n'a pas d'engagement hors bilan au 31/12/2023

5.4. Rémunération des dirigeants

Les membres du conseil d'administration sont tous bénévoles et aucune rémunération n'est versée.

5.5. Informations relatives aux frais d'audits et de commissariat aux comptes

Le Cabinet DOUCET BETH ET ASSOCIES assure la fonction de commissariat aux comptes. Les honoraires en charges sur l'exercice 2023 du commissaire aux comptes s'élèvent à 5 743.20€ TTC.

5.6. Filiales et participations

L'association est actionnaire de la COFIDES NORD-SUD.

La situation financière de cette société est décrite dans le tableau suivant (chiffres 2021) :

Informations financières Filiales et participations	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Val. Compt. des titres détenus		Prêts et avances consentis	Cautions et avals	Résultats	Dividendes encaissés	Observations
				Brute	Nette					
Participations (COFIDES)	56 219	67 598	0,50%	230	230			-14 617		